



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

**Mission d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage
dans le cadre de l'extension et de la restructuration
du Pôle des urgences du Centre Hospitalier de
Pellegrin**

N° du CCAP : 25PI022

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - <i>Objet du contrat</i>	3
1.2 - <i>Décomposition du contrat</i>	3
2 - Pièces contractuelles.....	3
3 - Intervenants	3
3.1 - <i>Le titulaire</i>	3
3.2 - <i>Cotraitance</i>	4
3.3 - <i>Sous-traitance</i>	4
4 - Confidentialité	4
5 - Durée et délais d'exécution	4
5.1 - <i>Durée du marché</i>	4
5.2 - <i>Délai d'exécution</i>	4
5.3 - <i>Délai d'exécution des tranches</i>	5
6 - Prix.....	6
6.1 - <i>Caractéristiques des prix pratiqués</i>	6
6.2 - <i>Modalités de variation des prix</i>	6
7 - Garanties Financières	6
8 - Avance.....	7
8.1 - <i>Conditions de versement et de remboursement</i>	7
8.2 - <i>Garanties financières de l'avance</i>	7
9 - Modalités de règlement des comptes	7
9.1 - <i>Acomptes et paiements partiels définitifs</i>	7
9.2 - <i>Présentation des demandes de paiement</i>	7
9.3 - <i>Délai global de paiement</i>	8
9.4 - <i>Paiement des cotraitants</i>	8
9.5 - <i>Paiement des sous-traitants</i>	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
10.1 - <i>Modifications techniques</i>	9
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	9
12.1 - <i>Vérifications</i>	9
12.2 - <i>Décision après vérification</i>	10
13 - Garantie des prestations	10
14 - Pénalités	10
14.1 - <i>Pénalités de retard</i>	10
14.2 - <i>Autres pénalités spécifiques</i>	10
15 - Obligation du Titulaire.....	10
15.1 - <i>Relatives à l'objet du marché</i>	10
15.2 - <i>Relatives à la composition de son équipe</i>	11
15.3 - <i>Relatives aux changements affectant le titulaire</i>	11
16 - Assurances.....	11
17 - Clauses obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité	12
18 - Résiliation du contrat.....	12
18.1 - <i>Résiliation pour travail dissimulé</i>	12
18.2 - <i>Conditions de résiliation</i>	12
18.3 - <i>Redressement ou liquidation judiciaire</i>	12
19 - Règlement des litiges et langues.....	13
20 - Clauses complémentaires	13
21 - Dérogations.....	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Mission d'Assistance technique à Maîtrise d'Ouvrage dans le cadre de l'extension et de la restructuration du Pôle des urgences du Centre Hospitalier de Pellegrin

Lieu d'exécution :

Groupe Hospitalier PELLEGRIN
Place Amélie Raba Léon
33076 BORDEAUX

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Les prestations sont réparties en trois (3) tranches (1 tranche ferme et deux tranches optionnelles) :

Tranche(s)	Désignation
Tranche ferme (TF)	Assistance au choix du MOE phase offre
Tranche Optionnelle 01 (TO1)	Suivi des études (de la notification du marché de MOE à l'OS de démarrage des travaux)
Tranche optionnelle 02 (TO2)	Suivi des travaux (de l'OS de démarrage des travaux à la fin de la garantie de parfait achèvement)

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe :
 - Annexe n°1 : Désignation des cotraitants et répartition des prestations entre cotraitants.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe n°1 : Annexe 1 "Convention interchange EDIFLEX".
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe :
 - Annexe n°1 : Les plans des locaux (état des lieux sous sol ; RDC ; R+1)
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat ;
- Les actes de sous-traitance présentés.

3 - Intervenants

3.1 - Le titulaire

Le Titulaire désigne nommément, dès la notification du marché, la personne qui assure la conduite des prestations.

De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution des prestations. A ce titre, le Titulaire doit se conformer à l'article 3.4 du CCAG-PI.

3.2 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

3.3 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public sous réserve du respect des dispositions de la loi du 31 janvier 1975 relative à la sous-traitance dûment modifiée par la loi n°2001-168 du 11 décembre 2001 (loi MURCEF).

Le Titulaire qui désire sous-traiter une partie de son marché doit préalablement demander l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement au maître d'ouvrage, et ce avant tout commencement d'exécution.

A ce titre, il devra fournir les pièces suivantes : acte spécial de sous-traitance (DC4), formulaire DC2 (déclaration du sous-traitant), attestations fiscales et sociales.

La maîtrise d'ouvrage pourra alors en cas d'accord accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial annexé au présent marché public.

4 - Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Clause de confidentialité personnalisée au chapitre 20.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de validité allant de sa date de notification au titulaire jusqu'à l'admission sans réserve des prestations (au terme de la garantie de parfait achèvement du marché de travaux correspondant à la mission de l'AMO)

5.2 - Délai d'exécution

Le délai prévisionnel d'exécution du présent marché est de 62 mois (tranche ferme et optionnelles).

Choix MOE : 3 mois

Conception : 17 mois

Travaux : 30 mois

Garantie de parfait achèvement : 12 mois

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Les modalités de prolongation des délais sont les suivants :

Les modalités de prolongation du délai d'exécution sont prévues à l'article 13.3 du CCAG-PI de 2021.

Un ordre de service est émis au titulaire pour le démarrage de chaque tranche.

Chacune des missions feront l'objet de l'élaboration de la part du titulaire de divers livrables, pour lesquels les délais de transmissions sont indiqués distinctement dans le tableau ci-après :

Livrables	Point de départ du délai	Délai de transmission (jours ouvrés)
Rapports, analyse notices, notes, documents, avis, préparation de réunions	Date de réception du dossier complet ou sur demande de la MOA	15 jours

Mises à jour des documents	Date de réception du dossier complet ou sur demande de la MOA	5 jours
Avis sur documents EXE	Date de réception du dossier complet ou sur demande de la MOA	10 jours
Réponses aux questions du groupement	Date de la réception de la question	7 jours
Ordre du jour des réunions	Date avant la réunion	1 jour
Comptes rendus des réunions, visites	Date de la réunion considérée	3 jours
Reporting à la MOA	Sur demande de la MOA	Tous les mois
Bilan financier	Sur demande de la MOA	Tous les mois
Fiche modificative	Sur demande de la MOA	7 jours
Ordre de service et courriers	Sur demande de la MOA	3 jours
Acte(s) de sous-traitance	Date de réception du dossier complet	10 jours
Mémoire en réclamation, projets d'avenants	Date de réception du dossier complet ou sur demande de la MOA	15 jours
PV des OPR	Jour des OPR	Immédiatement
PV de réception	À compter de la date du PV d'OPR	20 jours

5.3 - Délai d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de chaque tranche court à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations pour s'achever à la date de validation du livrable par le maître d'ouvrage.

Il comprend alors les étapes suivantes : Production des livrables, Validation des livrables, Reprise des livrables par le titulaire (le cas échéant).

Tranche(s)	Date de début	Délai indicatif de la tranche	Délai max d'affermissement	Délai de validation des livrables	Délai de reprise des livrables
Tranche ferme (TF) : Assistance au choix du MOE phase offre	Date fixée par l'ordre de service	3 mois		1 semaine	3 jours
Tranche Optionnelle 01 (TO1) : Suivi des études (de la notification du marché de MOE à l'OS de démarrage des travaux)	Date fixée par l'ordre de service affermissant la tranche	17 mois	3 mois après la fin de la TF	2 semaines	1 semaine
Tranche optionnelle 02 (TO2) : Suivi des travaux (de l'OS de démarrage des travaux à la fin de la garantie de parfait achèvement)	Date fixée par l'ordre de service affermissant la tranche	42 mois	3 mois après la fin de la T1	1 semaine	3 jours

L'ordre de service notifié au titulaire et valant affermissement de la tranche optionnelle indique au moment de sa notification la date prévue pour le démarrage de son exécution.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire par tranche, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission. Il comprend notamment toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG PI de 2021, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenant autre que la maîtrise de l'ouvrage au titulaire de la présente mission.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante ;

$$C_n = 15,0 \% + 85,0 \% (ING (n) / ING (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision ;
- Index (n) : dernière valeur connue de l'index de référence au mois n ;
- Index (o) : dernière valeur connue de l'index de référence au mois de remise des offres.

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié au moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11 du CCAG - Prestations Intellectuelles.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

La rémunération se fera sur la base d'acomptes mensuels au fur et à mesure de l'avancée des prestations telles que définies dans le présent marché.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Ediflex. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI à l'exception de la durée de prévenance. L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI de 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par une décision motivée, le cas échéant le titulaire dispose d'un délai supplémentaire de 10 jours à compter de la notification de cette décision pour proposer un autre remplaçant.

Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage :

Dans les cas suivant :

- insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences fondamentaux de l'AMO, sur décision motivée du pouvoir adjudicateur
- comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants, sur décision motivée du pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne déficiente selon les modalités stipulées ci-dessus.

10.1 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant, sous réserve des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur dans le respect des droits moraux de l'auteur.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Les vérifications sont effectuées par l'acheteur selon les délais stipulés à l'article 5.3 du présent CCAP (délai de validation). Les opérations de vérification sont effectuées à l'issue de la réalisation de chaque tranche.

Par dérogation à l'article 28.3 du CCAG PI, le point de départ pour les opérations de vérification est la réception du livrable par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, l'acheteur n'informe pas le titulaire des jours et heures fixés pour ces vérifications.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG PI, lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans les délais stipulés à l'article 5.3 du présent CCAP (délai de reprise des livrables).

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de deux jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter.

13 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

14.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise des livrables dans les délais	Journalière	100,00 €	Pénalité journalière pour retard dans la remise des livrables
Absence non justifiée et non excusée au moins 48h à l'avance, aux réunions	Forfaitaire	200,00 €	Pénalité forfaitaire par réunion, pour absence non justifiée et non excusée au moins 48h à l'avance
Non remise des comptes rendus de réunion dans le délai imparti de 3 jours	Journalière	100,00 €	Pénalité journalière pour retard dans la remise des livrables

15 - Obligation du Titulaire

15.1 - Relatives à l'objet du marché

Le Titulaire apporte son conseil et son assistance au Maître d'Ouvrage, pour toutes questions et problèmes afférents aux prestations relevant du présent marché.

Le Titulaire s'engage et est réputé avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

En conséquence, le titulaire ne peut :

- se prévaloir postérieurement à son engagement d'une connaissance insuffisante des prestations à exécuter ;
- justifier une demande quelconque de suppléments de prix du fait de sa connaissance insuffisante des prestations à exécuter.

15.2 - Relatives à la composition de son équipe : clause intuitu personae

L'attribution du marché est basée notamment sur le CV des intervenants.

Le Titulaire s'engage à remplacer, dans les plus brefs délais, tout membre de l'équipe chargé de l'exécution du présent marché qui viendrait à être défaillant. Le remplaçant proposé doit avoir un niveau au moins égal à celui auquel il succède et aucun remplacement ne pourra donner lieu à un changement du prix des prestations.

Tout changement dans l'équipe est soumis pour approbation au maître d'ouvrage, préalablement à toutes interventions.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de la demande de changement dans l'équipe.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne le récusé pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de la communication.

Si le maître d'ouvrage récusé le remplaçant, le titulaire dispose de trois jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché pour faute, sans indemnisation du titulaire et avec une mise en demeure préalable en cas de désapprobation de la nouvelle équipe dans sa totalité ou de l'une ou plusieurs personne(s) seulement.

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives réglementaires applicables aux prestations objet du présent marché.

Dans le cadre de sa mission de conseil vis à vis de la personne publique sur tous les aspects fonctionnels, techniques, méthodologiques et financiers, le Titulaire est tenu d'actualiser ses connaissances durant toute la durée du marché.

15.3 - Relatives aux changements affectant le titulaire

Le Titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, au maître d'ouvrage tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées à l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société ou concernant le statut de la société et dont le maître d'ouvrage n'aurait pas eu connaissance.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement

d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clauses obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Résiliation pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant du marché avant l'achèvement de celles-ci pour faute du titulaire conformément à l'article 18.2 du présent CCAP.

18.2 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAP-PI, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article

L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

20 - Clauses complémentaires

Confidentialité du titulaire :

Le titulaire est tenu conventionnellement au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions par son personnel, et celui de ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils confiés par le Maître d'ouvrage.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Maître d'ouvrage, s'engage à ce que toutes les informations et savoir-faire transmis par cette dernière ne pourront être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués par elle, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Maîtrise d'ouvrage. La méconnaissance de cette obligation obligerait le titulaire à en courir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toute technique, relatifs à l'activité de la Maîtrise d'ouvrage qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données relatives à ses propres affaires.

Les personnes physiques chargés de l'exécution de la mission devront signer un engagement de confidentialité lors de la notification du marché, et en cas de nouvelle personne physique affectée à la mission.

Obligations du titulaire :

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations de la mission conformément aux normes, décrets et textes en vigueur à la date de réalisation de leur étude.

Avant tout commencement d'exécution du marché, le titulaire doit avoir souscrit toutes les assurances civiles et professionnelles utiles dans le cadre de l'exécution des prestations du marché.

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles ;

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles ;
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles ;
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 28.3 et 28.5 du CCAG - Prestations Intellectuelles ;
- L'article 12.2 du CCAP déroge aux articles 29 et 29.2.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles ;
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles ;
- L'article 18.2 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles.